

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin_Registre de copies de lettres envoyées_CNAM FG 15 \(18\)](#)[Item](#)[Jean-Baptiste André Godin à Alphonse Delpech, 1er août 1876](#)

Jean-Baptiste André Godin à Alphonse Delpech, 1er août 1876

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

3 Fichier(s)

Informations sur le document source

Cote FG 15 (18)

Collation 3 p. (21r, 22r, 23r)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Alphonse Delpech, 1er août 1876, Équipe du projet FamiliLettres (Famillistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 11/01/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/49084>

Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Famillistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [1er août 1876](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne)

Destinataire [Delpech, Alphonse \(1821-1902\)](#)

Lieu de destination Amiens (Somme)

Scripteur / Scribe [Moret, Marie \(1840-1908\)](#)

Description

Résumé Sur l'affaire Boucher et Cie. Godin annonce à Delpech qu'il a demandé à Jules Bozérien son avis sur la portée du renvoi de l'affaire Boucher et Cie devant la cour d'Amiens, étant donnée la différence d'interprétation entre lui et Cresson. Godin cite une lettre de Cresson lui demandant de consulter son avocat à la Cour de cassation, et il cite la réponse de Bozérien lui demandant le jugement du tribunal de Rocroy, l'arrêt de la cour de Nancy et l'arrêt de la Cour de cassation pour pouvoir émettre un avis. Godin juge que les arrêts de la cour d'Amiens et de la Cour de cassation sont obscurs et il demande à Delpech s'il revient à la cour d'Amiens ou à celle de Nancy de les interpréter.

Mots-clés

[Brevets d'invention](#), [Contrefaçon](#), [Procédure \(droit\)](#)

Personnes citées

- [Boucher et Cie](#)
- [Bozérien, Jules \(1825-1893\)](#)
- [Cresson, Guillaume Ernest \(1824-1902\)](#)

Lieux cités

- [Amiens \(Somme\)](#)
- [Nancy \(Meurthe-et-Moselle\)](#)
- [Rocroi \(Ardennes\)](#)

Notice créée par [Pauline Pélissier](#) Notice créée le 14/11/2023 Dernière modification le 31/01/2024

Paris le 1 Août 1878

Cher Monsieur Salpêch,

En voyant la différence d'opinion
entre M^r Cresson et nous sur la portée du
règlement de mon affaire Boucher devant la cour
d'Assises, j'ai dû écrire à M. Bozérian
mon avocat à la cour de cassation, pour lui
demander si réellement cette affaire devait
revénir encore devant deux cours. Cresson
lui-même m'avait donné le conseil de lui
demander cet avis. Et voici en quels
termes :

" Par sa disposition si gravement
" compromettante qui fitait au $\frac{1}{3}$ nos dom-
" mages et intérêts, la cour de Nancy me semble
" avoir perdu le droit d'examiner la question,
" soit spéciale, soit d'ensemble. Le droit de soude-
" rici au fait avec une telle énergie qu'on ne
" puisse la séparer. Or quoi bon faire selon-
" maître le mal jugé par la cour de Nancy,
" si on lui rend la possibilité d'appliquer son
" arrêt cassé ?

" N'aurait-on demandé à notre avocat à la
" cour de cassation son opinion ? C'est lui qui
" nous dira la vérité et qui tranchera la question."

Or, M. Bozérien me répond :

« Pour répondre à vos questions j'aurais
 « besoin d'avoir sous les yeux le jugement du
 « tribunal de Nancy, l'arrêt de la cour de Nancy,
 « et l'arrêt la cour de cassation : or, je n'ai
 « plus aucun de ces documents : au besoin je
 « trouverais le dernier au greffe de notre cour;
 « mais les autres, qui les possède ? Pourrez-vous
 « me les faire adresser ? »

Je ne suis donc pas plus avancé et en
 vérité je me demande s'il y a lieu d'envoyer
 à M. Bozérien les papiers dont il parle.

Il y a dans cette affaire une question
 très-obscur, d'une assez grande importance :
 la contrefaçon Boucher ne portait que sur
 l'émail et ce n'est là qu'un point accor-
 sive d'autres brevets principaux ayant
 trait à des appareils de chauffage nouveaux.

La cour de Nancy ayant basé ma
 description d'inefficace sur la question
 d'émailage... je ne remarque que
 certains brevets comprenant autre chose
 que l'émail. L'obscurité des arrêts de
 la cour de Nancy et de la cour de cassation
 fait que je me demande si les brevets
 sont annulés dans les autres parties ?

Cela mes avocats ne peuvent répondre.
 Il faut donc faire interpréter les arrêts.
 Est-ce la cour d'Orléans que en a mission
 ou celle de Nancy ?

Veuillez agréer, cher Monsieur,
 l'assurance de mes sentiments dévoués.

Goussier

Je vous prie de m'envoyer
 les arrêts de la cour d'Orléans
 et de la cour de Nancy
 pour que je puisse les
 faire interpréter.
 Je vous prie de m'envoyer
 les arrêts de la cour d'Orléans
 et de la cour de Nancy
 pour que je puisse les
 faire interpréter.
 Je vous prie de m'envoyer
 les arrêts de la cour d'Orléans
 et de la cour de Nancy
 pour que je puisse les
 faire interpréter.